



AMBASSADE DE SUISSE  
AU GUATEMALA

GUATEMALA CITY, le 18 octobre 1967

Réf.: Hu/he

an						12 Calle 6-51, Zona 13 Apartado 1426
Detum						Telefono 29 426 / 26 484 Adresse télégraphique: Ambassuisse
Visa						
EPD		28. NOV. 1967				
Ref. p. A. 21. 31. Guatemala						

Rapport politique No 10

Monsieur le Conseiller fédéral Willy Spühler  
Chef du Département politique fédéral

B e r n e

Amérique centrale: tour d'horizon

Monsieur le Conseiller fédéral,

Notre ambassade à la Havane vous a tenu au courant des travaux de la première conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité qui a eu lieu dans cette ville au début d'août et au cours de laquelle les extrémistes qui jouissent de la sympathie du gouvernement cubain se sont imposés à la majorité des partis communistes latinoaméricains.

Il est encore trop tôt pour juger de l'effet des décisions prises par cette organisation castro-communiste sur les divers états d'Amérique centrale. Elle me fournit néanmoins l'occasion de faire le point en ce qui concerne la situation politique.

Certes, les conditions dans lesquelles vivent les populations centre-américaines peuvent paraître propices à une action subversive. Il suffirait, prétendent d'aucuns, d'une étincelle pour mettre le feu aux poudres et provoquer de graves troubles. Pourtant, je pense qu'aucune révolution de type social n'éclatera en Amérique centrale aussi longtemps que les pays de cette région resteront dans l'état de sous-

./.

- 2 -

développement qui les caractérise actuellement. La population, dans sa grande majorité, n'est physiquement et intellectuellement pas mûre pour une révolution. Sous-alimentée, indolente, elle n'aurait pas la force de réagir. Dispersée en grande partie dans les campagnes, elle n'a pas encore pris conscience de la force politique potentielle qu'elle représente.

Ce n'est qu'au fur et à mesure du développement économique et plus particulièrement industriel qu'un prolétariat organisé prendra naissance. Le cas du Salvador, sur lequel je reviendrai, nous indique précisément que la classe ouvrière industrielle de ce pays, plus avancée qu'ailleurs, prend conscience d'elle-même et commence à agir pour obtenir de meilleures conditions de vie.

Les étudiants, mieux informés de ce qui se passe au dehors, seraient les seuls éléments capables de comprendre la situation et, une fois introduits dans le circuit de la vie nationale, d'apporter les réformes nécessaires. Malheureusement, beaucoup d'entre eux versent d'emblée dans le camp extrémiste et sont des fauteurs de troubles qui ne mènent à rien.

Quant à l'armée, la seule institution bien organisée, elle se veut apolitique et n'intervient en général que pour satisfaire l'ambition de quelque officier avide de pouvoir ou lorsque le pays risque ou est censé menacé de sombrer dans le communisme. Les officiers, qui se voient accorder maints privilèges, ne sont pas tentés de changer les conditions sociales de la majorité de la population. D'ailleurs, le service militaire qui en principe devrait être obligatoire pour tous ne touche en fait que les gens de couleur, les cadres supérieurs étant réservés aux blancs ou métisses à la peau claire.

- 3 -

Enfin, comme l'a fait observer un banquier américain, avant d'entreprendre des réformes sociales, il serait indiqué de développer ces états sur le plan économique, car il est impossible de distribuer une substance qui n'existe pas ou qui est seulement en train de se former. Les états industrialisés de l'Occident n'ont pas suivi d'autre processus.

D'un autre côté, la profonde division qui s'est manifestée au sein du communisme latinoaméricain et la rupture sinon officiellement déclarée, du moins existant de facto entre les "modérés" et les militants castristes, entre les communistes de tendance soviétique et les partisans de Fidel Castro, ont pour corollaire un affaiblissement de ce mouvement. La lutte intestine entre modérés et extrémistes risque de durer longtemps encore, si bien que l'action de propagande communiste en souffrira. La mort de Che Guevarra va aussi contribuer à briser l'auréole dont il avait su entourer sa propre conception du communisme.

Les ministres des pays membres de l'Organisation des états américains, réunis dernièrement à Washington à la demande du Venezuela, ont cherché les moyens de contrecarrer l'action de l'OLAS. Ci-après, je vous rappelle brièvement les décisions qui viennent d'être prises:

- les nations membres sont invitées à prendre des sanctions contre les bateaux qui apportent des marchandises à Cuba;
- un contrôle accru sera exercé par chaque gouvernement sur la propagande, les fonds et les armes qui sortent de Cuba;
- le régime castriste est condamné;

- 4 -

- les pays voisins coordonneront les mesures prises ou à prendre dans le domaine de la sécurité, de la surveillance et de l'information.

En somme, rien de bien nouveau. Il y a bien eu presque unanimité - à l'exception du Mexique - pour condamner l'agression cubaine, mais cette condamnation n'entraîne pas de mesures extraordinaires ou celles qui sont prises ne seront vraisemblablement pas appliquées à fond. Chaque gouvernement devra donc continuer à prendre sur son propre territoire les dispositions que lui dicte sa situation particulière.

L'OEA a décidé aussi de porter devant les Nations Unies l'accusation vénézuélienne pour intervention dans les affaires internes des pays de l'hémisphère occidental. Or, si l'OEA, intéressée au premier chef et au sein de laquelle presque tous les membres sont d'accord, n'a en fin de compte rien pu entreprendre de positif, on peut se demander, à plus forte raison, quelles décisions prendront les Nations Unies où Fidel Castro peut compter sur l'appui de plusieurs délégations.

\* \* \*

L'OLAS a décidé d'encourager les mouvements communistes dans tous les états d'Amérique centrale, selon les conditions propres à chaque pays. Par exemple, au Guatemala et au Nicaragua, dont le territoire est étendu, mais peu peuplé, la guerrilla doit être intensifiée. Au Salvador, petit pays avec forte densité démographique où les guerrilleros peuvent facilement être repérés, on recourra aux grèves. Je passerai chaque état en revue, afin d'examiner brièvement la situation régnante:

- 5 -

Guatemala

D'après un journal local, les dirigeants cubains ne sont pas contents de leurs camarades guatémaltèques, car ils ne sont pas assez actifs. C'est un fait qu'au cours de ces derniers mois, on a constaté une régression de la guerrilla. Elle s'est repliée dans la capitale. Or, comme le prétendent certains experts en la matière, lorsque la guerrilla passe de la campagne à la ville, cela signifie qu'elle est à bout de souffle.

Certes, le banditisme, la lutte entre les factions d'extrême droite et d'extrême gauche se poursuit et l'on continue à accuser le gouvernement de ne pas être suffisamment énergique, bien qu'il ait engagé un nombre relativement élevé de nouveaux policiers et que l'armée ait été active.

Le président de la république Mendez Montenegro a promis solennellement lors de la dernière inauguration du congrès que la guerrilla serait extirpée cette année encore. Les événements semblent lui donner raison, jusqu'à présent du moins. Reste à savoir si la régression de l'activité de la guerrilla est due à la répression de l'armée et de l'autorité en général, à l'absence de soutien de la part de la population ou s'il s'agit d'une mise en veilleuse en attendant l'application des nouvelles décisions prises par l'OLAS.

El Salvador

Si, comme je l'ai mentionné plus haut, les dirigeants cubains sont mécontents des camarades guatémaltèques, en revanche, ils sont satisfaits de la série de grèves qui se sont produites au Salvador.

- 6 -

Dans mon rapport du 15 juillet dernier, j'ai signalé que, pour la première fois en Amérique centrale, une grève générale avait été déclarée dans cette petite république où le mouvement syndicaliste, encouragé par les Américains et le gouvernement précédent, est bien organisé. J'ai laissé entrevoir que, vu le succès remporté par cette grève, d'autres pourraient suivre et créer des difficultés au nouveau chef d'état, le colonel Sanchez Hernandez. C'est précisément ce qui se passe. C'est maintenant le tour des maîtres d'école et des ouvriers boulangers qui réclament, les uns des retraites plus élevées, les autres une augmentation de salaire.

Dans les milieux officiels et économiques, on prétend que ces revendications sont exagérées et que ces grèves sont illégales, car elles ont été décrétées sans que la procédure de conciliation prévue par la loi du travail soit épuisée. En outre, les grèves des fonctionnaires de l'état - en l'occurrence les maîtres d'école - sont interdites.

En plus, ces mouvements sont accompagnés d'actes de banditisme, ce qui permet de supposer que des organisations extrémistes, obéissant à des consignes étrangères, profitent des revendications ouvrières pour semer le désordre et provoquer ce qu'un général uruguayen aurait qualifié de "guerrilla de l'asphalte". Un organe de la presse locale va jusqu'à annoncer qu'au Salvador la situation pourrait atteindre le degré de gravité de celle qui règne en Uruguay. On dit que ce pays, pour défendre et maintenir une démocratie dont il est fier, est arrivé au point extrême de tolérer des actions contre les pouvoirs publics qui n'ont rien à voir avec des revendications de meilleurs salaires et de prestations accrues de la part de la classe ouvrière. Au Salvador, le sentiment démocratique a fait quelques progrès ces dernières années, comme j'ai eu l'occasion

- 7 -

de le relever. Mais la raison ne prévaut pas toujours sur le plan social, surtout lorsqu'une politique de subversion se sert de la liberté inhérente à la démocratie pour désorganiser la vie économique.

Le gouvernement cherche à servir d'intermédiaire dans les conflits du travail auxquels je me réfère. Il s'est déclaré fermement décidé d'agir contre ceux qui troublent l'ordre public, mais jusqu'à présent ses intentions ne se sont pas traduites par des actes et sa position reste difficile.

Il est, en tout cas, regrettable que le Salvador, qui avait été épargné par la subversion et qui se caractérisait tout récemment encore par son dynamisme sur le plan économique, voie son développement entravé par des mouvements de grève qu'il n'est pas aisé d'enrayer.

### Nicaragua

Pas plus que le Salvador, le Nicaragua ne connaissait la guerrilla. Or, depuis l'avènement au pouvoir du général Anastasio Somoza en mai dernier, la guerrilla est apparue principalement dans la région nord, près de la frontière avec le Honduras où Nestlé va construire une fabrique de lait en poudre.

Le jour même de la transmission du pouvoir présidentiel, un village de la côte Atlantique était complètement détruit par un incendie allumé criminellement. Depuis lors, des attaques ont été perpétrées contre des banques, des entreprises commerciales de la capitale. Le mouvement guerrillero a donc été déclenché avant la conférence de l'OLAS. Néanmoins,

- 8 -

on peut dire que la subversion est provoquée par l'extrême gauche et, d'après le président Somoza, les guerrilleros sont entraînés à Cuba.

Etant donné que la guerrilla est née plus ou moins avec l'arrivée du président Somoza au pouvoir, on serait tenté de penser que l'opposition n'est pas étrangère à ce mouvement, qu'elle cherche à venger les victimes des troubles de janvier dernier et à rendre la tâche difficile au président actuel. Or, cette opposition, pourtant sans égard pour la "dynastie" des Somoza qui est son pire ennemi, a vivement condamné le terrorisme, ce qui permet d'admettre que la guerrilla est bien d'inspiration communiste.

Le gouvernement nicaraguayen dispose d'un instrument assez efficace pour lutter contre les factieux: la garde nationale, dont le président Somoza était le chef avant son accession au pouvoir civil. Nul doute que tous les moyens seront mis en oeuvre pour tuer la subversion dans l'oeuf et que les Etats-Unis aideront le Nicaragua dans l'accomplissement de cette tâche. D'ailleurs, ils ont déjà donné des preuves tangibles de leur amitié: pour permettre au président Somoza de lutter contre l'infiltration qui vient de Cuba par la mer, ils lui ont offert, comme paraît-il au Costa Rica, au Guatemala et au Honduras, des bateaux garde-côtes rapides et bien armés.

### Honduras

Curieusement, ce pays a été épargné jusqu'à présent. Des cellules communistes actives ont bien été découvertes il y a de nombreux mois, mais l'action de répression gouvernementale a été rapide et efficace. Pourtant, le Honduras est le pays le



- 9 -

plus pauvre d'Amérique centrale. Il réunit toutes les conditions pour que s'étendent l'infiltration communiste et la guerrilla. D'aucuns se demandent si les stratèges communistes ne laissent pas volontairement ce pays de côté comme un îlot sur lequel les guerrilleros guatémaltèques et nicaraguayens peuvent se retirer et se cacher facilement, une fois leurs attaques terminées.

### Costa Rica

J'ai eu l'occasion de relever que l'habitant du Costa Rica est fier de sa démocratie qu'il aime à comparer à celle de la Suisse. Malheureusement, la liberté que la démocratie implique a provoqué dans la conduite des affaires de l'état, plus particulièrement sur le plan financier, une anarchie qui pourrait conduire le Costa Rica à la banqueroute.

Cette liberté qui incite gouvernement et citoyens à respecter toute opinion quelle qu'elle soit tend naturellement à faciliter l'infiltration communiste. Dernièrement, on a, paraît-il, repéré la présence de Chinois et de Viet-Namiens du nord dans certaines parties de la province.

Une distribution de la richesse et du produit national plus équitable que dans les autres républiques centro-américaines ne donne pas à cette infiltration un caractère aussi menaçant qu'ailleurs. Le jeu auquel se livre les hommes politiques costariciens est beaucoup plus dangereux pour la santé de l'état que cette infiltration.

### Panama

La présence massive des Etats-Unis et le contrôle qu'ils exercent sur tout le pays en font un cas à part. Des

- 10 -

chocs se produisent non pas entre Panaméens de classes différentes, mais presque exclusivement entre le nationalisme panaméen exacerbé et les puissants "gringos". J'ai donc traité ce cas dans une lettre politique séparée, en tenant compte précisément de cet aspect particulier.

\* \* \* \*

Quelle conclusion faut-il tirer de ce qui précède?

On constate en général une légère recrudescence de l'agitation communiste en Amérique centrale où le Guatemala n'est plus seul à avoir le triste privilège de connaître la guerrilla et le banditisme. Cependant, il faudrait se garder de grossir l'importance de l'action subversive qui ne touche qu'un nombre restreint d'individus et qui ne paraît pas suffisante pour provoquer de profonds changements de caractère politique, économique ou social.

D'ailleurs, comme l'observait un de mes collègues, la situation aux Etats-Unis, où noirs et blancs, riches et pauvres s'affrontent avec violence, est beaucoup plus explosive que dans les petites républiques centre-américaines.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse:

